

de leur devoir social, plus prompts à s'y rendre fidèles, ou simplement moins desservis par les circonstances, les catholiques allemands, sans négliger jamais l'action politique, l'ont laissée longtemps à l'arrière plan; ils ont d'abord lutté moins pour sauvegarder leurs immunités et multiplier leurs privilèges que pour défendre les classes pauvres et conquérir pour elles de plus heureuses conditions d'existence. Quand ils eurent plus tard à combattre pour eux-mêmes, le peuple leur client, avait déjà avec eux partie liée; il saluait en eux ses plus dévoués champions; il comprit que leur cause était la sienne et ne leur marchanda point son concours.

L'activité déployée outre-Rhin par les catholiques en faveur des prolétaires, des artisans et des laboureurs, ne pouvait manquer de les entraîner aux champs de bataille parlementaires où les intérêts du salariat, du métier, de l'agriculture sont sans cesse débattus, où les travailleurs ont besoin de défenseurs éclairés et tenaces. Les électeurs vinrent d'eux-mêmes offrir des mandats aux candidats catholiques bien avant que ceux-ci se trouvassent contraints de leur en solliciter pour faire front à l'offensive haineuse de Bismarck. Ces postes de combat furent joyeusement acceptés: c'était l'occasion de rendre des services nouveaux aux classes misérables en introduisant devant le Parlement des mesures législatives propres à supprimer de criants abus et à réaliser plus de justice; c'était aussi le moyen d'acquérir une influence efficace en faveur de l'Eglise, en intervenant dans les assemblées où se discutaient ses libertés: double opportunité que les coreligionnaires de Ketteler se gardèrent bien de négliger.

Dès les premières élections qui eurent lieu en Allemagne à la suite des réformes démocratiques de 1848, bien que la question religieuse n'ait tenu que très peu de place dans la